

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

=====

*Pôle Attractivité de l'Archipel et
Développement économique
Actions Territoriales et Vie Associative*

=====

Service des Actions Territoriales

ARRETE N° 706/2015 DU 13/05/15

**Agréant l'entreprise individuelle TIG ENTREPRISE exploitée par Monsieur Charbel El Hajj Moussa
au régime d'aide à l'investissement et aux productions locales**

**LE PRÉSIDENT DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE
DE SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON**

- VU** la loi organique n° 2007-223 et la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'Outre-Mer ;
- VU** le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU** la délibération n° 41-96 du 27 mars 1996 modifiée portant refonte du Code Local des Investissements ;
- VU** la délibération n° 103-05 du 10 août 2005 modifiée relative à la réglementation douanière applicable dans la Collectivité Territoriale de Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** la délibération n° 104-05 du 10 août 2005 modifiée portant publication du tarif d'usage des douanes applicable dans la Collectivité Territoriale de Saint-Pierre et Miquelon ;
- VU** la délibération n° 12-2015 du 30 janvier 2015 portant création d'un régime d'aide à l'investissement et aux productions locales
- VU** la délibération n° 75-2015 du 31 mars 2015 portant modification de la délibération n° 12-2015 du 30 janvier 2015
- VU** l'arrêté n° 365-2015 du 5 février 2015 fixant la composition et les modalités de fonctionnement du Comité des Investissements et des Productions Locales
- VU** la demande déposée au service des douanes le 25 mars 2015 par Monsieur Charbel EL HAJJ MOUSSA et le récépissé de dépôt de dossier délivré par le service des douanes le 26 mars 2015
- VU** l'avis favorable transmis par le service des Douanes par lettre reçue le 27 mars 2015 dans le cadre de l'instruction de la demande
- VU** l'avis favorable émis par le Comité des Investissements et des productions locales en réunion du 13 mai 2015

ARRETE

Article 1 : L'entreprise individuelle TIG ENTREPRISE exploitée par Monsieur CHARBEL EL HAJJ MOUSSA, sise 21 rue Maître Georges Lefèvre, à Saint-Pierre, est agréée au régime d'aide à l'investissement et aux productions locales.

Article 2 : Au titre de cet agrément, l'entreprise individuelle TIG ENTREPRISE pourra bénéficier d'une exonération des droits de douane, de la taxe spéciale, de l'octroi de mer et du droit de débarquement pour l'importation d'un Manitou avec accessoires tel que mentionné dans la liste jointe en annexe. Ce matériel participe directement à l'activité principale de l'entreprise.

Article 3 : L'agrément est délivré pour une période de 5 ans à compter du 26 mars 2015, date à laquelle le récépissé de dépôt a été délivré à l'entreprise individuelle TIG ENTREPRISE par le service des douanes, considérant qu'il a été fait usage des dispositions de l'article 7.3 de la délibération n° 12-2015 portant création du régime d'aide à l'investissement et aux productions locales.

Article 4 : Au cours de cette période, l'agrément peut faire l'objet d'une extension accordée après consultation et avis favorable du comité des investissements et des productions locales. L'extension est accordée par arrêté du Président de la Collectivité Territoriale et prend fin à échéance de l'agrément en cours.

Article 5 : Le présent agrément ne donne pas droit au remboursement des droits et taxes déjà acquittés.

Article 6 : L'octroi du régime privilégié est subordonné à l'accomplissement de formalités au moment du dédouanement telles que précisées à l'article 7 de la délibération n° 12-2015.

Article 7 : Le bien admis au bénéfice du présent régime ne peut être prêté, loué ou cédé à titre gratuit ou onéreux avant l'échéance de son amortissement comptable sans, que le service des douanes en ait été préalablement informé. Le cas échéant, le paiement des droits et taxes d'importation intervient dans les conditions prévues à l'article 8 de la délibération n° 12-2015.

Article 8 : La société est tenue d'informer le service des douanes s'il s'avère qu'elle ne remplit plus les conditions requises pour bénéficier du présent régime ou si elle envisage d'utiliser le dit bien à des fins autres que celles ayant justifié l'octroi du régime. Les biens en cause seront alors soumis à l'application des droits et taxes d'importation selon les modalités prévues à l'article 9 de la délibération n° 12-2015.

Article 9 : L'agrément est retiré en cas de cessation de l'activité, de cession ou encore à la demande de la société. Il peut également être retiré en cas de non-respect des obligations liées au régime ou de non respect des réglementations en vigueur opposables au secteur professionnel concerné.

En cas de retrait, celui-ci intervient dans les conditions prévues à l'article 4 de la délibération n° 12-2015.

Article 10 : En cas de cessation d'activité, la société acquittera le montant des droits et taxes selon les modalités prévues à l'article 10 de la délibération n° 12-2015.

Article 11 : La cession du matériel exonéré peut néanmoins être autorisé sans régularisation des droits et taxes si l'acquéreur est lui-même agréé pour le dit matériel et présente au service des douanes l'attestation prévue par l'article 7 de la délibération n° 12-2015.

Article 12 : La Direction du Service des Douanes et le Service des Actions Territoriales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'entreprise individuelle TIG ENTREPRISE.

Article 13 : Le dispositif d'avantages douaniers sera applicable dès la publication du présent arrêté.

Article 14 : Le présent arrêté fera l'objet des mesures de publicité prescrites par la loi et sera transmis au représentant de l'Etat à Saint-Pierre-et-Miquelon.

Transmis au représentant de l'État

Le 18/05/2015

Publié le 18/05/2015

ACTE EXÉCUTOIRE

Le Président

Stéphane ARTANO

PROCÉDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal administratif de Saint-Pierre-et-Miquelon

Adresse : BP 4200 – Code postal : 97500 – Ville : Saint-Pierre

Tél. 05 08 41 10 30 – Télécopieur 05 08 41 27 12

P.J. Annexe 1 : Liste des biens d'investissement bénéficiant du régime privilégié à l'importation

Destinataires :

Préfecture – Contrôle de la Légalité

Service des Douanes

L'entreprise individuelle TIG ENTREPRISE

ANNEXE 1 DE LA DÉLIBÉRATION N°12/2015

ATTESTATION D'EXONÉRATION

(Modèle à reproduire sur un papier à entête du demandeur)

Je, soussigné..... EL HAJJ MOUSSA CHARBEL.....
(non prénom et qualité)

Agissant pour le compte de TIG entreprise - El Hajj Nawra chabel
(désignation et SIREN de l'entreprise) SIREN : 1535 327 018

Certifie avoir pris connaissance des obligations qui incombent à mon entreprise du fait de bénéficier du régime d'aide à l'investissement et aux productions locales et m'engage, sous peine des sanctions prévues par le code des douanes de Saint-pierre et Miquelon à :

- utiliser les biens énumérés ci-après exclusivement dans le cadre de l'activité professionnelle de l'entreprise ;
- ne pas les prêter, les louer ou les céder à titre gratuit ou onéreux avant la fin de leur amortissement comptable et sans l'accord préalable du service des douanes ;
- acquitter auprès du service des douanes les droits et taxes qui deviendraient exigibles et justifier auprès du même service, de leur transfert à une autre société bénéficiant du même avantage ;
- se soumettre aux contrôles que le service des douanes estimerait utile d'effectuer en vue de s'assurer que les conditions requises pour l'octroi du régime privilégié sont et demeurent remplies.

[illegible]

Fait à St Pierre Le 24/03/2015
(Nom et signature
apposition du cachet de entreprise)

T.I.G. Entreprise
21 rue Maître Georges Lefèvre
BP : 88
97500 Saint-Pierre et Miquelon
Cel. : 05 08 55 24 01

4 - BIENS D'INVESTISSEMENTS

☐ achetés localement - ☒ importés
(cocher la case ad hoc - faire 2 listes le cas échéant)

Nombre et Nature des biens	Tarif douanier (8 chiffres)	Valeur	Origine	Durée Amortissement
1 Nanitou + accessoires	842 820	35600	FRANCE	5 ans
Poursuivre au verso si nécessaire				